

Le Président

Madame Nicole BELLOUBET
Garde des sceaux, Ministre de la Justice
Ministère de la Justice
13, place Vendôme
75042 Paris cedex 01

Paris, le 7 avril 2018

Référence : JB/ FH/MEPI/ 20180173

Madame la Ministre,

Ainsi que je le pressentais au cours de notre rencontre de mercredi soir 4 avril, en présence de M. Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie, je vous confirme que le Conseil National de la profession réuni hier matin, s'est déroulé dans un climat extrêmement tendu. J'ai dû canaliser l'indignation de la profession face à la question du relèvement des seuils d'audit au niveau européen.

Les représentants territoriaux ont déploré à l'unanimité l'absence totale de négociation avec le gouvernement dans cette démarche programmée de relèvement des seuils.

Ils ont exprimé leur colère de se voir confrontés, sans aucune concertation, à des arbitrages interministériels à la portée considérable pour l'avenir social et économique de la profession, et plus largement de toute la filière audit.

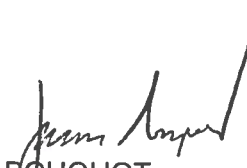
La profession a des attentes très fortes à l'égard de la commission de travail que vous allez prochainement mettre en place pour contre-expertiser le rapport de l'IGF sur les conséquences du relèvement des seuils d'audit pour la profession et ses institutions régionales et nationale.

Le Conseil National souhaite que les travaux s'engagent au plus vite et que les propositions formulées dans notre livre blanc puissent faire l'objet d'une co-construction autour de la question de la sécurité financière des groupes, des associations et des nouvelles missions susceptibles d'être confiées aux commissaires aux comptes, dont tout spécifiquement la révision légale.

Cependant, je souhaite vous confirmer avec solennité que cette démarche ne prendra son sens que si le délai de mise en œuvre de cette réforme ne s'assimile pas à un couperet violent pour plus de la moitié des professionnels exerçant en activité libérale. Je le confirme par un courrier identique à Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre volonté de poursuivre le dialogue, je vous prie de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Bien respectueusement


Jean BOUQUOT